

Pays : Roumanie

Commission : Economie et Finances

Problématique : Vers un protectionnisme européen ? Faut-il protéger le marché européen de la concurrence internationale pour faire face aux conséquences de la crise du COVID-19 ?

La Roumanie est le seul pays latin d'Europe de l'Est et a pour capitale Bucarest. Par sa situation géographique, notre pays se trouve à l'intersection de plusieurs principales lignes de transport reliant l'Europe du Nord au Sud et de l'Ouest à l'Est, ce qui est potentiellement une situation économiquement favorable. De surcroît, l'accès que nous avons sur la mer Noire à l'Est, nous permet d'avoir des relations maritimes avec les principaux ports de la mer Méditerranée toute proche.

La Roumanie est une république démocratique de gouvernement centre-droit et europhile, dont le pouvoir exécutif est mené par le Chef de l'Etat, Klaus Werner Iohannis et le Premier Ministre libéral Florin Citu, économiste de formation et Ministre des Finances du gouvernement sortant. Le pays est entré dans l'Union Européenne (UE) le 1^{er} janvier 2007 et a exercé au premier semestre 2019 sa première présidence du Conseil de l'UE. Les priorités européennes de la Roumanie incluent, entre autres, l'objectif d'adhérer à l'espace Schengen, de développer encore davantage, la coopération UE-OTAN et d'adopter la monnaie unique à l'horizon 2024.

Depuis quelques années, l'UE fait face à un déclin économique, mis à mal par une succession de plusieurs crises, financières - notamment celle de 2008 - migratoires ou encore celle du Brexit. La crise de la Covid-19 n'a marqué que l'accentuation de ces faiblesses de par le retour au protectionnisme national dans beaucoup de pays, la pandémie ayant mis en lumière les fragilités de l'hypermondialisation. Si le protectionnisme individuel de la part des pays face au commerce international continue de s'accélérer, cela pourrait plonger les pays, tout à tour, dans une récession profonde. Ce qui pourrait être le cas de notre Nation dans la mesure où nous entretenons de profonds échanges commerciaux avec l'Allemagne, la France, l'Italie, la Hongrie ou la Pologne.

La solution à tout cela ? Celle d'un protectionnisme européen ? Faut-il protéger le marché européen de la concurrence internationale pour faire face aux conséquences de la crise du COVID-19 ?

Prenons l'exemple de notre pays. Depuis son accession à l'UE en 2007, la Roumanie a fortement progressé au niveau économique. Son PIB par habitant est passé de 39% de la moyenne de l'UE en 2006 à 69% en 2019. En raison de la crise sanitaire, notre économie devrait enregistrer une forte récession en 2020, estimée à -6% par la Commission Européenne. Cependant, le PIB devrait se redresser de 4,5% en 2021.

Dès mars 2020, le Premier Ministre a mis en place des mesures de soutien à l'économie qui ont concerné le financement du chômage technique, l'aide à l'emploi des plus de 50 ans, des jeunes, le remboursement anticipé de la TVA aux entreprises, des garanties accordées aux PME et micro entreprises ainsi qu'un moratoire sur les prêts des particuliers et les entreprises. Notre pays a annoncé le 1^{er} juillet 2020 un plan de relance visant à soutenir la croissance non plus par la consommation mais via l'investissement, la digitalisation et l'amélioration de la compétitivité. A cet effet, de nombreux investissements publics (100 Mds € sur la période 2020-2030) sont annoncés dans les infrastructures de transport, de santé, d'éducation et d'énergie. Le plan prévoit aussi des mécanismes de soutien aux entreprises par le biais de subventions et de garanties ainsi que la création d'une banque nationale de développement et d'un fonds public d'investissement. L'objectif pour la Roumanie est d'atteindre d'ici 2025 un niveau de PIB/ habitant de 87% de la moyenne de l'UE.

Sur le plan de sa politique étrangère, la Roumanie est très attachée au maintien de liens forts avec les Etats-Unis, avec lesquels elle a conclu un partenariat stratégique en 1997. La politique de défense du pays est fondée sur la garantie de sécurité américaine et sur l'OTAN, qu'elle a rejointe en 2004. Le pays est également très attaché au Partenariat oriental et souhaite l'ouverture de « perspectives européennes » pour l'Ukraine et pour la Moldavie, Etat dont nous partageons la langue et la culture et auquel elle apporte un appui important.

Parallèlement à nos actions libérales entreprises et à nos rapprochements de grandes puissances mondiales extérieures à l'UE, nous pensons que la seule solution possible à court terme, pour faire face aux conséquences de la crise du COVID-19, est l'installation du

protectionnisme en Europe. La Roumanie a cependant toujours été réticente à toute évolution vers une Europe « à plusieurs vitesses » qui la maintiendrait en dehors de certains champs de coopération. Notre recommandation est donc celle d'une harmonisation économique au travers de l'existence d'accords communs et de traités signés par l'ensemble des 27 pays de l'UE sur le protectionnisme en Europe. La Roumanie mettra donc tout en œuvre dans le but de parvenir à une coopération effective entre tous afin de trouver des solutions aux problèmes majeurs financiers et permettre ainsi une Europe forte dans ses négociations internes mais aussi externes avec d'autres puissances économiques.
